

## Produisons autrement : Oui, mais...

**PRODUIRE AUTREMENT ! LE CAP EST FIXÉ. DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE DERNIER, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE A DONC CLAIREMENT INDIQUÉ QUE L'AGRO-ÉCOLOGIE SERAIT LA NOUVELLE « BOUSSOLE » DE SON MINISTÈRE.**

La démarche n'est pas pour nous déplaire à condition qu'elle entraîne une majorité d'agriculteurs et n'impose pas un nouveau carcan normatif.

De ce point de vue l'annonce faite par le ministre, qu'il va s'appuyer sur les démarches existantes, est plutôt rassurante et a le mérite d'interpeller, de questionner tous ceux qui pensent encore que l'environnement n'est qu'un frein et une contrainte au développement de l'agriculture.

A l'inverse, la minorité d'agriculteurs précurseurs qui, depuis de nombreuses

années, innove, teste de nouvelles solutions, de nouveaux outils, va bénéficier d'une attention nouvelle et va être fortement sollicitée pour témoigner de ses pratiques innovantes. Ce « brainstorming » collectif ne peut être que salutaire.

Il n'en reste pas moins que Stéphane Le Foll doit rapidement préciser ses pensées pour que les agriculteurs sachent à quoi s'en tenir et que l'opinion publique puisse prendre la mesure du virage amorcé. Toute la difficulté va être de

donner une cohérence et une visibilité aux dispositifs existants : reconnaissance des efforts environnementaux dans la future Pac, valorisation des démarches de certification, rémunération des services environnementaux, nouveaux programmes de recherche et de formation. Des choix doivent être faits et repensés dans une vision d'ensemble pour que la France devienne le « leader européen de l'agro-écologie ». ■ GILLES MARÉCHAL



FARRE

### Sur le yif...

#### > TOUJOURS AUTANT D'ACTUALITÉ

« Il est grand temps d'aider le monde agricole à restaurer son image aux yeux du public. C'est l'un des objectifs de Farre, puisqu'il s'agit d'établir des relations humaines entre le public et les agriculteurs ». C'est en ces termes que Jean Thiault, le président fondateur de Farre, annonçait le 18 février 1993, lors d'une conférence de presse, la création de l'association.

Farre a donc 20 ans. Et que de chemin parcouru ! Le concept de l'agriculture raisonnée s'est généralisé et le vocabulaire est tombé dans le langage courant. L'association bénéficie d'une reconnaissance et a trouvé sa place dans le paysage des organisations agricoles. Mais que de travail encore à accomplir pour continuer encore et toujours à restaurer l'image de l'agriculture. Une mission toute tracée pour les vingt prochaines années. CR

## Viticulture et biodiversité en pays d'Hérault

**DEPUIS UN AN, LE SYNDICAT DES CÔTES DE THONGUE EN LIEN AVEC LA FÉDÉRATION HÉRAULTAISE DES IGP\* A MIS EN PLACE UN PROJET D'ÉVALUATION DE LA BIODIVERSITÉ SUR LES EXPLOITATIONS VITICOLES.**

Un groupe pilote de 14 exploitations a réalisé des autodiagnostic à l'échelle de l'exploitation et de la parcelle, afin d'identifier les enjeux de la biodiversité et d'évaluer son état, avec des indicateurs simples et accessibles. Grâce à cette démarche, les vignerons accèdent à une vue d'ensemble de leur exploitation et prennent conscience des services rendus par

la biodiversité pour eux-mêmes, pour le territoire et pour leurs concitoyens.

« L'objectif de ces diagnostics est ensuite de proposer aux vignerons des mesures de gestion favorables à la biodiversité, et dont la mise en œuvre soit pertinente techniquement et économiquement pour l'exploitation » précise Charles DUBY, viticulteur engagé dans la démarche.

Cette démarche s'étendra en 2013 à l'ensemble des IGP de l'Hérault, pour rendre

la filière viticole durable sur le territoire. ■ NL

\* IGP : Indication géographique protégée



CENLUR

Quatre organismes sont mobilisés sur ce programme de biodiversité : la Fédération IGP 34, le Conseil général de l'Hérault, le Conservatoire d'espaces naturels du Languedoc-Roussillon et les Côtes de Thongue IGP.

## Des acteurs tous mobilisés autour de la protection intégrée

En partenariat avec l'UIPP<sup>(1)</sup>, IBMA<sup>(2)</sup> et l'Afa<sup>(3)</sup>, le réseau protection intégrée réunit des agriculteurs Farre impliqués dans une démarche de progrès, et qui mettent en œuvre une multiplicité de pratiques afin de toujours mieux prendre en compte les enjeux environnementaux. Les partenaires du réseau reviennent sur les enjeux liés à la protection intégrée et les raisons de leur engagement.



### Pourquoi l'UIPP s'intéresse-t-elle à la notion de protection intégrée ?

**Jean-Charles Bocquet** : L'UIPP et ses adhérents recherchent, développent et mettent en marché des produits et solutions de protection des cultures qui répondent aux besoins des agriculteurs engagés dans des cultures durables. L'innovation et la recherche de produits et solutions de plus en plus respectueux de la santé humaine et de l'environnement guident les adhérents au quotidien depuis de nombreuses années. Depuis le début des années 1990, l'UIPP a souhaité s'engager dans le développement et l'accompagnement de l'agriculture raisonnée aux côtés de Farre en développant la notion de la « bonne dose au bon moment ». Ce concept qui s'est matérialisé par le référentiel de l'agriculture raisonnée trouve aujourd'hui

toute sa pertinence, à la veille de la mise en place et au plus tard en janvier 2014, des référentiels de protection intégrée des cultures dans les différents Etats Membres. En effet, les adhérents de l'UIPP sont impliqués au quotidien sur les huit principes de la protection intégrée (annexe 3 de la directive 128/2009) : mesures de prévention des organismes nuisibles, outils d'aide à la décision, prise en compte des seuils de nuisibilité, développement de produits biologiques (40% des produits utilisables en agriculture biologique sont fournis par les adhérents de l'UIPP), conception de produits à profil respectant les organismes utiles, mise en place de dispositifs enherbés et favorables à la biodiversité, développement des stratégies de gestion des

résistances et enfin formation et enregistrement des pratiques. Cet engagement, aux côtés des acteurs de la filière, répond aux attentes sociétales.

■ JEAN-CHARLES BOCQUET,  
directeur de l'UIPP



### Que peut-on attendre des produits de biocontrôle ?

**Louis Damoiseau** : Le principe du biocontrôle est de s'intégrer dans la stratégie globale de protection des plantes et des récoltes en privilégiant l'utilisation de mécanismes et d'interactions naturels. Il repose sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs plutôt que sur leur éradication. Les produits du biocontrôle se répartissent en quatre

familles : les macro-organismes (insectes, acariens ou nématodes), les micro-organismes (champignons, bactéries et virus), les médiateurs chimiques (phéromones et kairomones<sup>(4)</sup>) et les substances naturelles (d'origine végétale, animale ou minérale). De par leur mode d'action fondé sur la gestion des équilibres entre plante hôte



et bioagresseurs, les solutions de biocontrôle sont très bien adaptées aux principes de la protection intégrée. Preuve est leur développement en «vraie grandeur» en arboriculture fruitière avec l'adoption des phéromones et des micro-organismes pour répondre aux cahiers des charges «réduction des résidus» ; même chose en cultures sous abri avec l'utilisation des macro-organismes qui ont largement remplacé les insecticides, sans oublier la possibilité de leur emploi en alternance avec des produits conventionnels pour concevoir des stratégies limitant l'apparition des résistances. L'enjeu aujourd'hui pour l'ensemble des filières est donc de faire évoluer les moyens et les techniques en cohérence avec les exigences



■ **LOUIS DAMOISEAU,**  
secrétaire général d'IBMA France

du développement durable. Face à ce défi, le biocontrôle apparaît comme la solution à intégrer dans la panoplie de moyens à disposition des agriculteurs pour produire de façon économique en répondant aux exigences de l'environnement et de la santé.

### Quel est le rôle des adjuvants en agriculture et en quoi peuvent-ils s'insérer dans des stratégies de protection intégrée ?

**Alain Querrioux :** Les adjuvants sont des préparations sans activité phytopharmaceutique mais capables de modifier les propriétés physiques, chimiques ou biologiques des substances actives et/ou de la bouillie lorsqu'elles sont ajoutées en mélange extemporané.

Le contexte réglementaire et l'agrandissement des structures modifient en profondeur le raisonnement et les programmes de protection



■ **ALAIN QUERRIOUX,**  
président de l'Afa

des cultures : adaptation des volumes de bouillies, accélération de la vitesse des chantiers, augmentation des surfaces sont quelques-uns des enjeux auxquels font face les agriculteurs d'aujourd'hui. Par ailleurs, l'évolution de la réglementation amène à intégrer des facteurs écologiques dans le raisonnement des traitements. Ainsi, les agriculteurs doivent désormais tenir compte des effets de dérive des produits et plus généralement des objectifs du plan Ecophyto.

Dans un tel contexte, le recours à un adjuvant devient une nécessité. En effet, il sécurise les interventions dont il optimise la performance et donc la rentabilité.

### > LE RÉSEAU PROTECTION INTÉGRÉE : BILAN ET PERSPECTIVES

Les premiers travaux enclenchés dans ce réseau, qui a maintenant 2 ans d'existence, ont consisté à réaliser un état des lieux des pratiques de la trentaine d'agriculteurs membres, doublé d'une analyse quantitative par un bilan des IFT (Indice de fréquence de traitements). Les résultats ont montré la richesse des moyens employés par les agriculteurs – agronomiques, physiques, biologiques... – leur permettant de moins recourir aux produits phytosanitaires, et de diminuer l'IFT de 20 à 30% sur cinq ans par rapport aux références régionales et selon les cultures. Cinq grands axes de travail ont été fixés pour 2013 : qualité de pulvérisation, utilisation de produits de biocontrôle, adjuvants, gestion de l'enherbement et travail du sol, épidémiologie. En grandes cultures, le contrôle du débit et de la pression de pulvérisation, le rinçage au champ, l'action des stimulateurs de défense des plantes, l'adaptation du couple produit-adjuvant, la connaissance du rôle des auxiliaires et la reconception du travail du sol sont apparus comme des thèmes de travail prioritaires. En arboriculture, les agriculteurs ont insisté sur le rôle primordial de l'épidémiologie, avec un besoin de nouveaux protocoles d'observation pour les ravageurs secondaires, leurs projets en matière de réduction de la dérive et enfin les nombreux moyens de biocontrôle utilisés (confusion sexuelle, virus de la granulo, typhlodromes, laminarine...). De même, le groupe de viticulteurs a souligné l'importance de l'observation, notamment à l'échelle du territoire, et l'utilisation très développée des techniques de biocontrôle, et souhaite les intensifier, tout en mettant en place des projets liés à l'amélioration de la qualité de pulvérisation et au désherbage mécanique.

Les pratiques de ces agriculteurs innovants seront notamment mises en lumière lors du colloque Farre de janvier 2014, qui portera sur la protection intégrée, puisque des films vont être réalisés sur les exploitations tout au long de l'année 2013. A l'heure de produire autrement, les membres du réseau espèrent apporter des preuves en images d'une agriculture toujours en mouvement.

LLQ

En cas de conditions limitantes (pluie, hygrométrie inadaptée...), les adjuvants peuvent éviter une application de rattrapage. Ils sont également utilisés pour renforcer l'efficacité des bouillies lors de modulation de doses. Ils sont donc un des leviers permettant de limiter les IFT<sup>(5)</sup> et les Nodu<sup>(6)</sup>.

Leurs bénéfices se mesurent également sur la qualité de

pulvérisation. En effet, leurs propriétés (limitation de la dérive, rétention, pénétration, résistance au lessivage...) contribuent à réduire la quantité de produits phytosanitaires dans l'air, le sol et les cours d'eaux.

L'adjuvant extemporané est donc une solution éprouvée pour des nouveaux enjeux et des pratiques de pulvérisation responsables.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LAURE LE QUÉRÉ

<sup>(1)</sup> Union des industries de la protection des plantes

<sup>(2)</sup> International Biocontrol Manufacturers' Association

<sup>(3)</sup> Association française des adjuvants

<sup>(4)</sup> Substances volatiles émises par un insecte et permettant à ses prédateurs de le localiser

<sup>(5)</sup> Indice de fréquence de traitement

<sup>(6)</sup> Nombre de doses unités

# Construire les ponts du champ au labo

« Science, alliée ou ennemie de l'agriculture ? ». Trois agriculteurs et trois chercheurs étaient invités à répondre à cette question lors d'une table-ronde durant le colloque Farre du 15 janvier à Paris. Leurs points de vue convergent quant à l'intérêt de la science dans les métiers de l'agriculture. La difficulté réside pour l'essentiel dans la capacité à créer des ponts entre leurs pratiques agricoles et la recherche.

Science et pratiques agricoles se complètent et en aucun cas ne s'opposent. Tel est le constat partagé par les acteurs agricoles et les chercheurs venus témoigner lors du colloque organisé le 15 janvier à Paris par Farre.

Didier Vazel, viticulteur dans le Maine-et-Loire, attend de la science qu'elle rationalise certains constats faits sur les exploitations de manière empirique.

Jean-Paul Vinot, céréalier dans la Marne, abonde : « *bien souvent, nous faisons notre propre analyse à partir d'observations quotidiennes, mais cela reste à confirmer ou à infirmer* ». Pour Mickaël Jacquemin, éleveur dans la Marne, l'agriculture a largement progressé sur les principaux axes de travail, grâce à la recherche : productivité, environnement, confort de travail et bien-être animal. « *Mais on peut continuer, et nous sommes demandeurs de nouvelles avancées sur chacun de ces axes* », affirme-t-il.

## Des connaissances globales aux solutions locales

Pour Jacques Wéry, professeur d'agronomie, l'enjeu principal est de garder la dimension appliquée de la science : « *On a des*



Agriculteurs et chercheurs dressent le même constat : la recherche est nécessaire mais il faut réfléchir à de nouveaux dispositifs d'échanges pour mieux diffuser les connaissances.

*connaissances globales à transformer en solutions locales. Cette adaptation n'est possible qu'en entretenant un continuum entre les chercheurs et les agriculteurs de différentes régions.* » « *Si la poursuite de la recherche est indispensable, la question de la diffusion des connaissances l'est tout autant* » selon Bruno Desprez, président de la société semencière Florimond-Desprez. Jean-Louis Peyraud, directeur de recherche à l'Inra, est sur la même ligne : pour lui, les outils conçus avec une approche « descendante » ne sont jamais utilisés : « *la science doit être utile et utilisable* ». Pour apporter des réponses pertinentes sur des thèmes qui se diversifient et se complexifient, il en appelle à une mutualisation des efforts, des données et des conclusions, entre agriculture et recherche.

ELOI PAILLOUX

## > DÉBAT AU SIMA LE 24 FÉVRIER

« Les agroéquipements de demain au service de la croissance verte » : tel est le thème de débat proposé par la SITMAFGR et Farre à l'occasion du Sima, à Paris Nord Villepinte, le dimanche 24 février, de 15 h à 17 h (mezzanine Hall 3, Agora du Sima). Cette conférence dressera un état des lieux des évolutions prévisibles et des voies de recherche dans le domaine des agroéquipements pour répondre dans l'avenir aux besoins d'une agriculture en pleine mutation.

## > LA SCIENCE : ALLIÉE OU ENNEMIE DE L'AGRICULTURE ?

La synthèse des 15<sup>es</sup> rencontres Farre est téléchargeable sur le site internet de Farre afin de retrouver notamment les interventions du philosophe Luc Ferry, du sociologue Roger Le Guen, du chercheur Christian Huyghe ou bien encore de la présidente d'Agreenium, Marion Guillou. [www.farre.org](http://www.farre.org)

## > FARRE AU SALON DE L'AGRICULTURE 2013

Farre sera présent au salon international de l'agriculture Porte de Versailles, à Paris, du 23 février au 3 mars, dans le hall 2.2 au sein de l'Odyssée végétale, au cœur d'une ferme de 1 000 m<sup>2</sup>, sur laquelle les agriculteurs du réseau expliqueront leur travail et leurs pratiques au quotidien.



PRATIQUES AGRICOLES - ENVIRONNEMENT - PROGRÈS TECHNIQUES - ÉCHANGES & PARTAGES

## Vous aussi rejoignez le réseau FARRE !

- Vous êtes agriculteur.
- Vous voulez vous engager dans une démarche de certification environnementale.
- Vous souhaitez expliquer vos pratiques et partager vos expériences dans le cadre d'une démarche de progrès.
- Vous êtes intéressé par les activités de FARRE et de l'un de ses réseaux spécialisés (protection intégrée,

machinisme, biodiversité, énergie...).

Pour plus d'informations, contactez l'association FARRE  
Tél. : 01 46 22 09 20  
Mail : [farre@farre.org](mailto:farre@farre.org)

Ont participé au forum de l'environnement :

**L'équipe de Farre,**  
Nadège Lanier, Claude Richard,  
Gilles Maréchal, Laure Le Quéré  
19, rue Jacques-Bingen  
75017 Paris  
Tél. : 01 46 22 09 20  
Fax : 01 46 22 02 20  
Site : [www.farre.org](http://www.farre.org)